

## **Election présidentielle : France urbaine demande aux candidats de s'engager sur un nouveau modèle de société**

Le 8 mars 2022, Jean-Luc Moudenc, 1er Vice-président de France urbaine, Maire de Toulouse et président de Toulouse Métropole a présenté à la presse l'adresse de France urbaine à l'attention des candidats à l'élection présidentielle, aux côtés de Nathalie Appéré, Maire de Rennes, présidente de Rennes Métropole et de Martine Vassal, Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence, toutes deux co-présidentes du groupe de travail « Décentralisation » de l'association.

**Dans [une adresse aux candidats](#) composée de 322 propositions concrètes, réparties en 32 fiches thématiques, France urbaine appelle à placer le monde urbain au cœur d'un nouveau modèle de société, basé sur la confiance envers les élus locaux et la définition de politiques publiques davantage connectées aux besoins réels des habitants.**

*« Dans un contexte d'urgence climatique, sociale et où les démocraties sont attaquées en leur sein ou par des agressions extérieures, les élus des métropoles, des agglomérations et des grandes villes, réunis au sein de France urbaine, souhaitent contribuer à un débat public de fond, à la hauteur des enjeux que nos concitoyens sont en droit d'attendre »* ont indiqué Jean-Luc Moudenc, Nathalie Appéré et Martine Vassal.

Les axes d'action prioritaires de France urbaine à l'attention des candidats :

- 1. Accélérer l'adaptation de nos modes de vie urbains, en faisant de nos villes des territoires résilients et décarbonés pour toutes et tous, en capacité d'accompagner les transitions pour ne laisser personne sur le bord du chemin.**

**Parmi les propositions :** Promouvoir un pilotage territorial de la politique publique de rénovation énergétique à travers notamment la délégation des aides à la rénovation énergétique (Ma prime Rénov' et SARE), en s'inspirant du modèle des aides à la pierre.

- 2. Prôner l'inclusion, la mixité sociale, la durabilité et la solidarité dans nos villes pour concrétiser les principes du vivre-ensemble et garantir partout sur le territoire les principes de la République.**

**Parmi les propositions :** Accroître l'offre de logements résidentiels dans nos villes, par la régulation des meublés, la généralisation des Organismes de foncier solidaire (OFS), le renforcement de l'offre sociale et la transformation des bureaux.

- 3. Garantir la tranquillité et la sécurité de tous nos concitoyens, aux côtés de l'ensemble des acteurs qui font le continuum de sécurité : les territoires urbains, en étroite collaboration avec la police et la justice, doivent être parties prenantes pour déployer une action globale tenant compte de l'ensemble des enjeux, notamment en matière de prévention et d'inclusion.**

**Parmi les propositions :** Redéfinir les procédures relatives au secret partagé et à l'instruction pour favoriser la place du maire comme pilier de la chaîne pénale.

4. **Libérer les énergies en donnant aux territoires urbains les moyens de leurs ambitions, eux qui sont les locomotives de l'économie et de la création d'emplois, les lieux de l'innovation et de l'émergence des technologies et des solutions durables.**

**Parmi les propositions :** Décliner les stratégies industrielles européennes, nationales et régionales par une série de « pactes productifs locaux », bases d'une nouvelle relation entre les entreprises, leur territoire et les collectivités.

5. **Déployer une action de santé globale, en protégeant les personnes les plus fragiles, telle que définie par l'Organisation Mondiale de la Santé.**

**Parmi les propositions :** Refonder notre système de santé par l'investissement massif de l'Etat dans l'hôpital public et l'offre de soins psychiatriques, le renforcement des moyens donnés aux délégations départementales des Agences régionales de santé (ARS) en tant qu'interlocuteurs opérationnels des territoires et le soutien aux initiatives de coopérations interterritoriale face aux déserts médicaux, aussi bien dans les zones peu denses qu'en plein cœur de nos villes.

6. **Donner un nouveau souffle à la démocratie locale, tant représentative que participative, pour renforcer, dans un contexte d'individualisation des revendications, la mobilisation collective au service de l'intérêt général.**

**Parmi les propositions :** Soutenir juridiquement et financièrement les expérimentations et initiatives citoyennes de proximité visant à apporter des innovations structurantes dans la conduite de nos politiques publiques en vue de contribuer à une mutation plus globale de nos modèles sociétaux (sécurité sociale et alimentaire, territoires « zéro pauvreté », nouvelles formes de protection sociale...).

7. **Consacrer le rôle central des métropoles françaises à l'échelle européenne, en renforçant le dialogue politique et contractuel sur tous les sujets traités dans les instances européennes et qui concernent les territoires urbains.**

**Parmi les propositions :** Prévoir une exception agricole et alimentaire pour les achats publics.

8. **Porter haut et fort l'Alliance des territoires au service des préoccupations concrètes de nos concitoyens et d'une transformation, profonde et plus respectueuse de l'environnement et de nos modèles.**

**Parmi les propositions :** Substituer aux appels à projets une contractualisation globale et pluriannuelle, réceptacle des crédits ministériels, des enveloppes territoriales des Contrats de plan Etat-Région (CPER) et des fonds européens.

9. **Accroître l'autonomie fiscale des collectivités afin de leur permettre d'assumer pleinement leurs responsabilités.**

**Parmi les propositions :** Territorialiser des ressources fiscales en lieu et places des principales dotations apportées par l'Etat.

**Par cette adresse constructive et transpartisane, les élus urbains confirment l'Alliance des territoires boussole de leur action. Opposer les territoires urbains, périurbains et ruraux mène à la caricature et à l'impasse. Le prochain mandat doit être celui du renforcement des coopérations et de la pleine prise de conscience d'un destin partagé. Les élus de France urbaine attendent désormais que les candidats portent durant la campagne et dans les prochains mois ces propositions qui n'ont qu'un objectif : rendre plus efficace l'action publique locale, au service de tous les Français et de leur quotidien.**